

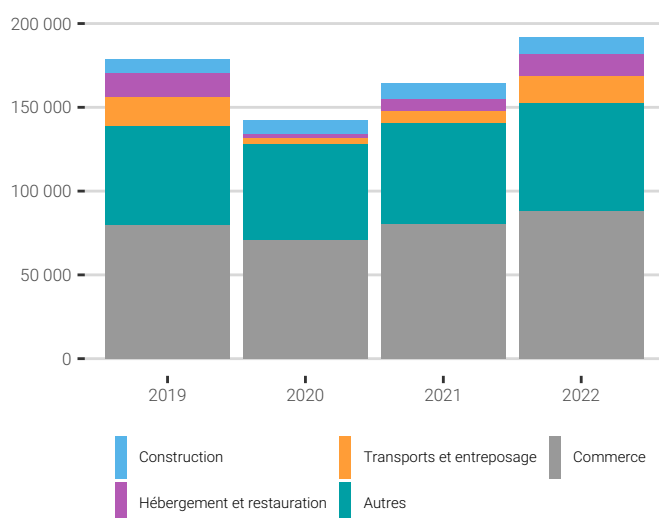
Te Avei'a - T2 2022

L'environnement économique international demeure toujours incertain au deuxième trimestre 2022. La croissance mondiale ralentit et la hausse des prix se poursuit au travers les tensions sur les marchés des matières premières, les difficultés d'approvisionnement liées au Covid-19 ou encore la crise énergétique relative au conflit en Europe. Dans ce contexte contraint, l'activité polynésienne continue de se redresser pour retrouver peu à peu son niveau d'avant-crise. Portée par une forte embellie du tourisme et la bonne tenue de la consommation des ménages, la croissance de l'activité s'est montrée dynamique ce deuxième trimestre, comme en témoignent les hausses de chiffre d'affaires et de l'emploi. Néanmoins, l'augmentation des prix qui touche l'ensemble de l'économie réduit les effets de la croissance du revenu des agents économiques, rendant aussi plus difficile la décision d'investir.

L'activité croît avec le retour des touristes mais aussi de l'inflation

Au deuxième trimestre 2022, le chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes progresse de 17 % en valeur par rapport au deuxième trimestre 2021. Le résultat est même 7 % plus élevé qu'en 2019. Cette forte croissance, en valeur, est portée par le retour des touristes (hébergement, restauration, transport, etc.), la consommation des ménages et la hausse des prix. Au total, la hausse du chiffre d'affaires des entreprises du tourisme (+ 100 %) contribue pour 9 points au résultat global et celle dans le commerce sous toutes ses formes pour 5 points (+ 10 % sur un an et + 8 % comparé à 2019). Ce secteur qui importe la plus grande partie de ce qu'il vend, connaît une forte hausse de ses coûts d'achat et d'approvisionnement qui finissent par se retrouver, chaque trimestre, dans les prix de vente.

Fig. 1. Évolution du chiffre d'affaires par secteur en millions de FCFP



Source : DCIP - ISPF

La hausse des prix dans l'alimentaire (+ 7,7 % en moyenne ce trimestre) et dans la construction (+ 11 %) illustre bien cette situation. Pour exemple, le prix unitaire des bois importés au cours du deuxième trimestre progresse de 33 % sur un an et celui du fer de 50 %. Les importations d'huile de tournesol sont en hausse de 38 % et celles de volailles de 40 %.

Malgré cela, l'activité dans le commerce a été vive, que ce soit dans celui de détail (+ 9 %) ou de gros (+ 12 %) qui bénéficie d'une consommation des ménages toujours soutenue, en valeur et en volume. Si le chiffre d'affaires de la construction gagne 3 %, l'activité réelle du secteur, qui venait de connaître plusieurs années de croissance continue, doit stagner ou ralentir.

Les prix augmentent de plus en plus mais moins vite

L'accumulation inédite de tensions, conjuguée à la vigueur de la demande, a conduit à une forte hausse des prix de production dans l'industrie et l'agriculture, au niveau mondial et par ricochet en Polynésie française où les prix ont progressé de 6 % en moyenne trimestrielle sur un an et de 1,9 % par rapport au premier trimestre. Cette hausse des prix reste malgré tout mesurée, au regard des évolutions des prix de production. Les cours du pétrole ont doublé (106 euros le baril en moyenne ce trimestre contre 56 euros en 2021) comme les cours des autres matières premières alimentaires en hausse de 28 % sur un an¹. Sur ce même trimestre, une taxe à la consommation, dénommée CPS (contribution pour la solidarité), d'un montant de 1 %, et dédiée aux financements sociaux, a été mise en place par le gouvernement sur les produits déjà soumis à la TVA.

En variation relative, le prix des énergies (carburant, électricité) a le plus progressé sur un an avec les hausses de tarif au premier trimestre.

1. Données de la Banque mondiale

TABLE 1. Indice des prix par grande famille de produits au deuxième trimestre

	Pondération IPC (%)	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	Contribution
Services hors Énergie	42,9	100,0	100,2	99,3	100,9	107,9	6,8%	2,9
Biens hors Énergie	24,1	100,0	98,4	97,4	95,5	96,5	1,0%	0,3
Énergie	10,2	100,0	107,5	106,8	100,8	110,3	9,4%	1,0
Biens alimentaires	22,8	100,0	100,1	103,4	104,9	113,0	7,7%	1,8
IPC moyen	100,0	100,0	100,5	100,5	100,5	106,5	6,0%	-

Source : IPC, ISPF

Les hausses de prix dans les services ont principalement alimenté l'inflation avec 3 points de contribution. Dans le détail, les hausses de prix liées au logement (loyer + 4 %, entretien + 19 % et services liés + 7 %) et aux assurances (+ 25 % sur un an) contribuent pour 4 points à la hausse des prix dans les services et pour 2 points à l'inflation globale.

Les hausses de prix dans le transport (+ 9 %) et la restauration (+ 5 %) viennent compléter ce panorama. Seuls les prix des services de télécommunication reculent (- 11 %) et ceux des autres biens (articles maison, habillements, biens de consommation, etc.) sont restés stables (+ 1 %). Élément important dans la perception de l'inflation, les principales hausses concernent des dépenses en biens ou en services très contraintes (alimentation, logement, assurance et énergie) ou très fréquentes (alimentaire, énergie). Ainsi, la hausse des prix dans l'alimentaire (+ 3,9 % depuis janvier) est plus fortement ressentie auprès des ménages que celle dans les assurances ou les transports par exemple. Composé en grande partie de produits importés, l'ensemble des prix alimentaires est concerné comme le prix des huiles (+ 12 % sur un an), des viandes (+ 11 %), des produits laitiers (+ 7 %) qui se renforce de concert sur un an. Le prix des produits de la mer progresse de 8 % sur un an. L'inflation sur les produits sucrés (+ 4 %) et les céréales (+ 6 %) a été moindre. Malgré tout, la consommation des ménages reste soutenue comme en témoignent les volumes record d'importations de biens de consommation et produits des industries agro-alimentaires ce trimestre ou bien le nombre d'immatriculations.

Au deuxième trimestre, les revenus d'activité bénéficient du dynamisme des salaires, avec, entre autres, la nouvelle revalorisation du SMIG intervenue fin avril (+ 2 %) et la revalorisation du point d'indice pour les agents de la fonction publique territoriale (+ 1,5 %). Les hausses des taux horaires dans certains métiers et activités, conjuguées à la forte demande des heures travaillées (+ 9 %), ont alimenté la hausse du salaire moyen (+ 6 % sur un an) qui reste malgré tout très mesurée en équivalent temps plein (ETP) (+ 0,7 %). Ainsi, le nombre de salariés gagnant moins de 150 000 F.CFP diminue sur un an en valeur absolue (12 000 contre 16 000) et en poids relatif (20 % des salariés totaux) cette année, contre plus de 25 % en 2021.

Le fort rebond sur le marché du travail soutient la consommation

En hausse de 10 %² sur un an, à 59 000 salariés en ETP, le nombre moyen d'emploi en ETP n'a jamais été aussi important sur un trimestre en Polynésie française depuis 2008. Ils étaient 57 000 en 2019 sur le même trimestre. Cette hausse s'explique davantage

2. Estimation au 30/08/2022

par la hausse du temps moyen travaillé (+ 6 %) que par celle des nouveaux emplois (+ 4 %). Malgré tout, pour ces deux variables, les niveaux sont les plus élevés sur un deuxième trimestre depuis 2008. La masse salariale versée progresse aussi de 9 % ce trimestre.

Fig. 2. Évolution sur le marché du travail au deuxième trimestre



Source : CPS, Indices base 100 - 2019, ISPF

Par secteur, la demande en travail a été forte du côté des acteurs du tourisme qui contribuent pour 5 points à la hausse du nombre d'heures globalement travaillées (+ 9 %), de la masse salariale (+ 10 %) et du nombre total de salariés (+ 3 %). Portées par le retour des touristes, l'hôtellerie, la restauration et la branche transport ont créé près de 3 000 emplois en ETP sur un an et 1 500 emplois salariés.

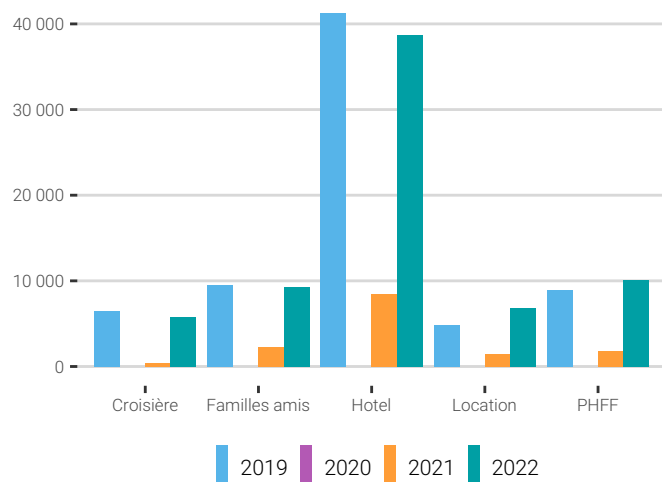
Le volume d'activité touristique observé ce trimestre soutient aussi les emplois dans les autres secteurs de l'économie polynésienne, qui embauchent davantage ce trimestre. Ainsi, le nombre d'emplois en ETP progresse de 5 % dans le commerce (9 500 ETP en moyenne ce trimestre contre 9 000 en 2019) et de 7 % dans les industries agro-alimentaires. Seul le secteur de la construction freine ces embauches qui étaient en hausse continue (hors confinement) depuis près de 4 ans. Comme attendu avec la hausse observée de la demande en heures de travail (+ 10 % sur ce trimestre), la hausse du nombre de salariés travaillant au moins 169 heures contribue à l'évolution globale. Travaillant en moyenne plus longtemps, la hausse du temps de travail conjuguée à celle de certains taux horaire a fortement contribué à soutenir la consommation des ménages qui, bien que confrontée à une forte inflation, arrivent à croître sur un an en volume.

Fort rebond des recettes à l'exportation de services et de biens en prix et en volume

Après des mois difficiles pour le tourisme polynésien, la situation tend à retrouver la normale avec 57 000 touristes accueillis au cours du trimestre, contre 12 000 l'année précédente et 60 000 en 2019. Alors que la destination était restée pratiquement inaccessible pour les touristes pendant le deuxième trimestre 2021 (ouverture vers les États-unis en mai et la Métropole en juin 2021),

seule la clientèle originaire d'Asie manque aujourd'hui à l'appel. La destination s'est ré-ouverte pour la clientèle du Pacifique au mois de juin. Le rebond de fréquentation alimente tous les types d'hébergements et se retrouve dans l'ensemble des types de séjours. Ce rebond est toujours principalement composé d'une clientèle française et nord-américaine (85 % des touristes), dont le nombre n'a jamais été aussi élevé sur un deuxième trimestre. Malgré une destination encore fermée vers l'Asie et un retour plus lent des clientèles du Pacifique et d'Europe (50 % et 75 % de celle de juin 2019), les indicateurs de gestion sont bien orientés. Ainsi, le coefficient moyen de remplissage des hôtels internationaux et le prix des chambres n'ont jamais été aussi élevés pour un mois de juin. Si les hôtels ont retrouvé 93 % de la clientèle de 2019, la location et la petite hôtellerie familiale enregistrent 40 % et 13 % de clientèle en plus par rapport à 2019. Le segment croisière a quant à lui retrouvé 90 % de sa fréquentation et les séjours chez la famille ou les amis sont revenus au même niveau qu'avant-crise. Conjugée à l'inflation, cette reprise de la fréquentation permet aux entreprises touristiques (transport, hébergement, restauration, etc.) de retrouver, en moyenne, 90 % de leur chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2019, en embauchant l'équivalent de 97 % des salariés du deuxième trimestre 2019.

Fig. 3. Fréquentation au deuxième trimestre par type d'hébergement



Source : EFT, ISPF

Sur le second trimestre 2022, la valeur des exportations locales croît de 42 % à 3,3 milliards de F.CFP, portée par la hausse des exportations de perles de culture brutes (2 milliards de F.CFP) qui contribue pour la moitié de la hausse. Les exportations de perles de culture brutes augmentent de 48 % en valeur et diminuent de 31 % en volume entre les deuxièmes trimestres 2021 et 2022. Le prix au gramme de perles de culture brutes est de 675 F.CFP ce trimestre, contre 313 F.CFP en 2021 et 420 F.CFP en 2019. Les exportations d'huile de coprah profitent de la hausse des cours mondiaux pour doubler en valeur (300 millions de F.CFP), avec des volumes 55 % plus élevés qu'en 2021. Ainsi, l'huile de coprah s'est exportée pour un prix trois fois supérieur à celui de 2019 avec 190 F.CFP/kg en moyenne ce trimestre.

De même, les volumes de poissons exportés restent stables (330 tonnes) sur un an, mais augmentent en valeur de 24 % à 535 millions F.CFP, grâce un prix unitaire record de 1 500 F.CFP en moyenne.

Les investissements progressent en valeur mais la hausse des coûts freine l'activité

Les importations à destination des entreprises au deuxième trimestre (biens d'équipement et biens intermédiaires) restent stables en valeur sur un an, mais les volumes importés reculent de 28 %. Ce recul est lié à la baisse des volumes importés de biens intermédiaires de 28 %. Cette contraction provient exclusivement de la diminution des volumes de ciments importés (- 58 %) qui retrouvent les volumes habituellement importés sur un trimestre (16 000 tonnes). Sur les douze derniers mois, 98 000 tonnes de ciments ont été importées contre 93 000 tonnes sur l'année 2019, mais à un prix unitaire 15 % plus élevé (et même 25 % plus important sur le seul deuxième semestre).

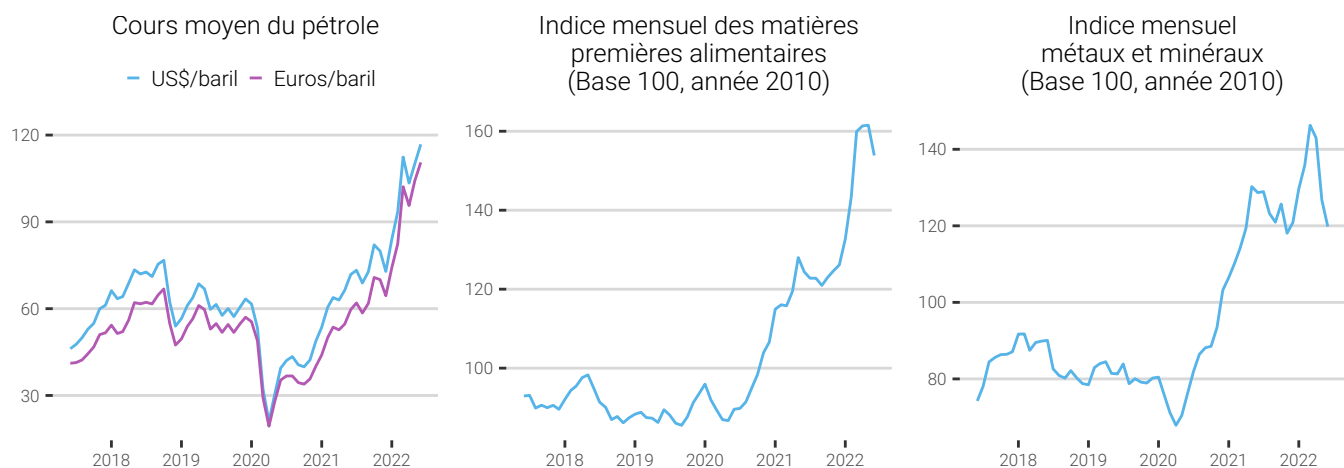
Ces résultats traduisent bien la problématique de la construction où la demande est toujours présente mais les prix s'envolent. Ainsi, les importations en volume du bitume ou du fer ont diminué avec des prix unitaires à l'importation en hausse de 72 % et 78 % sur un an. Une partie de cette croissance des prix est compensée par des mesures fiscales exceptionnelles comme l'exonération de droit de douanes qui représentait en moyenne 5 % de la valeur CAF des biens intermédiaires. L'autre partie de cette inflation se retrouve déjà dans les indices de prix du BTP (+ 11 % sur un an ce trimestre). Les prix dans le secteur du BTP devrait encore croître jusqu'à la fin de l'année avec la hausse du prix des matériaux, du dollar et des énergies qui se poursuit et celle probable du SMIG qui devrait arriver. La hausse des coûts dans le BTP et les hausses rapides des taux d'intérêt risquent de contraindre, à terme, la demande privée en construction (ménages et entreprises), alors que le volume des investissements publics, structurellement moins volatils, devrait demeurer stable, malgré un recul des mandaterments (3,8 milliards de F.CFP sur le deuxième trimestre 2022 contre 5 milliards en 2019) ce trimestre.

À la fin du deuxième trimestre, les données disponibles suggèrent un scénario de croissance encore robuste sur le prochain trimestre, avec toujours le tourisme comme moteur principal ainsi qu'une demande interne qui resterait résiliente et profiterait encore de l'évolution positive de l'emploi. Si ce scénario est crédible sur le prochain trimestre, les résultats de la fin de l'année dépendent néanmoins de l'évolution de nombreuses variables exogènes : les mouvements des cours internationaux de l'énergie et des matières premières, la valeur de l'euro sur le marché des changes, la vitesse et le degré de transmission des hausses passées des prix de production (y compris leur composante salariale) aux prix à la consommation ou encore les politiques publiques de limitation des prix, en particulier ceux de l'énergie.

TABLE 2. Tableau de bord

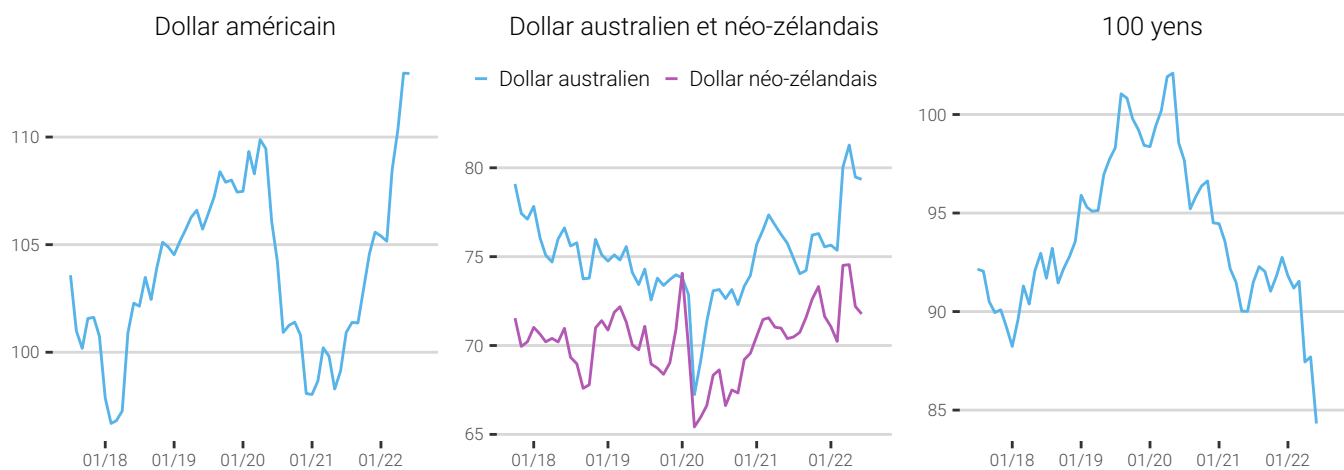
ENTREPRISES							
Démographie des entreprises	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-22	juin-22	T / T-1	T / T-4
Créations	944	928	927	921	934	1,4%	-1,0%
Radiations	639	641	650	644	675	4,9%	5,6%
Stock	31 227	31 749	32 283	32 827	33 368	1,6%	6,9%
dont assujetties à la TVA	7 381	7 393	7 282	6 699	nd	nd	nd
Unité : nombre						Sources : ISPF, DICP	
Production	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-22	juin-22	T / T-1	T / T-4
Importations de biens d'équipement	34 963	35 921	35 537	37 287	37 985	1,9%	8,6%
Importations de biens intermédiaires	42 915	45 315	45 502	47 610	50 531	6,1%	17,7%
Consommation moyenne tension	208 063	207 694	207 852	210 049	210 790	0,4%	1,3%
Chambres offertes (hôtels internationaux)	504 773	643 450	686 410	700 559	765 994	9,3%	51,8%
Unités : millions de F.CFP, milliers de Kwh, nombre, cumul sur 12 mois						Sources : ISPF, Douanes, EDT	
Résultats	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-22	juin-22	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises	877 544	895 316	916 645	941 146	977 907	3,9%	11,4%
Exportations locales	7 994	8 653	9 341	9 405	10 371	0,7%	29,7%
Perles brutes	4 435	4 715	4 796	4 379	5 001	14,2%	12,8%
Poissons	1 126	1 408	1 786	2 099	2 201	17,5%	95,6%
Nuitées touristiques	1 311 897	1 474 834	1 726 941	2 099 879	2 781 713	32,5%	112,0%
Nombre de touristes	57 089	67 521	82 546	107 905	152 241	30,7%	166,7%
Passagers débarqués à Faa'a	65 540	81 593	99 098	121 339	157 933	30,2%	141,0%
Unités : milions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois						Sources : ISPF, Contributions, Douanes, ADT	
Emploi	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-22	juin-22	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	64 614	65 174	65 734	66 505	66 552	0,1%	3,0%
Nombre de salariés en équivalent temps plein	53 857	54 454	55 405	56 624	59 000	4,2%	9,5%
Demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois (DEFM)		10 860	10 437				
Offres d'emploi normal		3 017	2 793	2 397			
Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois; Estimations T2						Sources : ISPF, CPS, SEFI	
MENAGES							
Revenu	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-22	juin-22	T / T-1	T / T-4
Salaire moyen en équivalent temps plein	334 605	333 426	334 166	334 582	344 643	3,0%	3,0%
Masse salariale	52 926	53 882	54 583	55 660	57 689	3,6%	9,0%
Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois; Estimations T2							
Consommation	juin-22	septembre-22	décembre-22	mars-22	juin-22	T / T-1	T / T-4
Importations de produits alimentaires sur 12 mois	44 115	43 922	45 045	45 467	47 338	4,1%	7,3%
Importations de biens de consommation sur 12 mois	27 986	30 014	31 732	33 732	34 562	2,5%	23,5%
Chiffre d'affaires Commerces détails sur 12 mois	197 043	201 574	202 047	203 836	214 777	5,4%	9,0%
Indice des prix trimestrielle moyen	107,4	108,2	108,6	111,7	113,8	1,9%	6,0%
Importations de produits énergétiques sur 12 mois	14 837	16 281	17 644	20 530	23 622	15,1%	59,2%
Consommation d'électricité basse tension sur 12 mois	260 472	259 250	259 369	261 303	261 021	-0,1%	0,2%
Importations de produits de l'industrie automobile sur 12 mois	16 327	17 229	17 361	18 292	18 586	1,6%	13,8%
Nombre d'ommatriculations (VP) sur 12 mois	4 614	4 690	4 699	4 768	5 316	11,5%	15,2%
Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2008, milliers de Kwh, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois						Sources : ISPF, Douanes, DICP, DTT	
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 1er TRIMESTRE 2022							
	PIB (provisoire)		Indice des prix à la conso.		Taux de chômage	Taux directeur	Dernier changement
	Var. /3 mois	Var. /1 an	Var. /1 an	Fin de trim		Banques Centrales	
États-Unis	-0,1%	1,7%	8,9%	3,6%	1,75%	16/06/22	
Zone Euro	0,8%	4,1%	8,6%	6,7%	0,0%	10/03/16	
France (1)	0,5%	4,2%	5,1%	7,6%	0,0%	10/03/16	
Japon	0,5%	2,4%	2,4%	2,7%	-0,1%	01/02/16	
Australie	0,9%	3,7%	6,1%	3,5%	0,9%	01/06/22	
Nouvelle-Zélande	nd	nd	6,9%	3,2%	2,00%	25/05/22	
Chine (2)	2,6%	5,8%	2,5%	5,5%	3,70%	15/01/22	
(1) les départements d'Outre-mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix						Sources : Eurostat, instituts statistiques nationaux,	
(2) Taux de chômage urbain (seul taux officiel)						banques centrales, missions économiques, OCDE, tradingeconomic	

Fig. 4. Industrie



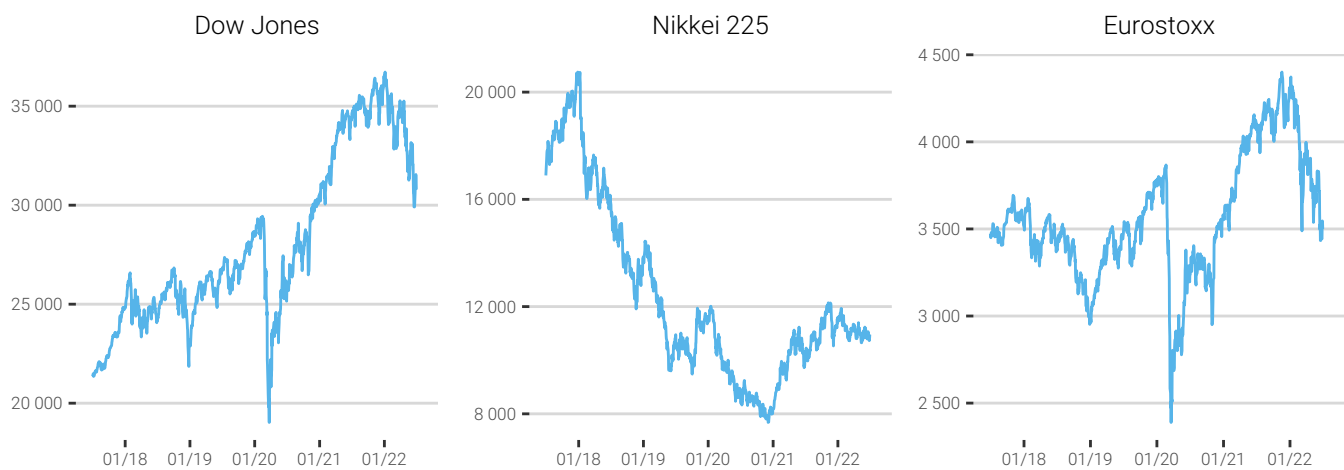
Source : Banque Mondiale

Fig. 5. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

Fig. 6. Indice boursiers



Source : Les Echos - Investir

Méthodologie

Indice de l'emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale, des services collectifs, sociaux et personnels et des activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée, suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La CVS est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances et composantes irrégulières).

Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique), en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne et modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées sur les domaines de leur compétence.

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.

Direction régionale des douanes de Polynésie française : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.

Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

 Toutes les données

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1343
Auteur de la publication	Julien VUCHER-VISIN
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépôt légal	Octobre 2022
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	

